	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--


***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
<a href="#">Commune de Jujurieux</a>
SIRET/SIREN
<a href="#">21010199400015</a>
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
<a href="#">Place de l'Hôtel de ville 01640 Jujurieux - 04 74 36 82 66 – <a href="mailto:accueil@jujurieux.fr">accueil@jujurieux.fr</a></a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
<a href="#">Madame Le Maire : Anne BOLLACHE</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<a href="#">Bureau d'études : Renaud GERGONDET</a>
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
<a href="#">62 rue Bugeaud 69006 Lyon – 04 72 60 87 59 – <a href="mailto:renaud@gergondet.fr">renaud@gergondet.fr</a></a>

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de Jujurieux
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approbation : 12/06/2013 <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=5.409325201428411&amp;lat=46.0419187834822&amp;zoom=13&amp;mton=5.409325&amp;mlat=46.041919">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=5.409325201428411&amp;lat=46.0419187834822&amp;zoom=13&amp;mton=5.409325&amp;mlat=46.041919</a>
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Jujurieux
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mutation de la friche économique « Socatra » par la modification du règlement graphique et la création d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;</li> <li>• Identification d'anciens bâtiments agricoles pouvant changer de destination, aux ha-meaux de la Route et de Chenavel localisés en partie Ouest de la commune.</li> </ul>


<b>3. Contexte de la planification</b>
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui. <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT BUCOPA (Bugey – Côtière - Plaine de l'Ain) approuvé le 26 janvier 2017 et dont la modification n°1, en cours, a fait l'objet d'une enquête publique entre le 20 septembre et le 22 octobre 2022.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> <li>Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 applicable depuis avril 2022.</li> <li>Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Basse vallée de l'Ain approuvé en avril 2014.</li> <li>Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 approuvé le 21 mars 2022.</li> </ul>
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Néant.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Néant.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Néant.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Néant.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Modification n° 1 du PLU pour la suppression d'un emplacement réservé (inutile) et la correction d'une erreur matérielle.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification n° 1 du PLU approuvée le 17 décembre 2014.

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>				
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>				
Modification n° 2 (de droit commun) du PLU de Jujurieux.				
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
2 173 habitants (recensement INSEE 2020).				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	1 539 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
UA	28,9	1,9 %	28,9	1,9 %
UB (dont UBa)	72,0	4,7 %	72,0	4,7 %
UBe	5,6	0,4 %	5,6	0,4 %
UI	7,9	0,5 %	7,9	0,5 %
1AU (dont 1AUa)	7,6	0,5 %	7,6	0,5 %
1AUi	5,0	0,3 %	5,0	0,3 %
2AU	18,0	1,2 %	18,0	1,2 %
N (dont Nh, Nn, Nj, Nls)	859,5	55,8 %	859,5	55,8 %
A (dont As)	534,5	34,7 %	534,5	34,7 %
Total	1 539,0	100 %	1 539,0	100 %

#### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

PADD ne comportant pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, mais mentionnant : « *En comptabilisant les dents creuses, les zones 1AU et 2 AU (qui ne seront urbanisées qu'après l'urbanisation des zones 1AU), le PLU dégage un potentiel de terrains constructibles de 38.1 hectares. En considérant un coefficient de rétention foncière de 2 et une densité minimum de 17 logements à l'hectare pour les zones 1AU et 2AU (conformément au SCOT) et de 10 logements à l'hectare pour les dents creuses (optimisation foncière complexe liée à la forme des parcelles, leur taille et la topographie), le taux de croissance annuel pour Jujurieux est de 1.945. »*

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

- Permettre la mutation à vocation résidentielle d'une friche économique « Socatra » localisée à proximité du centre-bourg et, en lien, prévoir l'aménagement d'une aire de stationnement ;
- Permettre le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles ;
- Modifier le règlement écrit, notamment pour :
  - Intégrer le nuancier, qui figure actuellement en annexe du Plan Local d'Urbanisme, pour lui conférer un caractère opposable ;
  - Ajouter, supprimer et adapter diverses dispositions, en particulier celles qui posent des difficultés d'application.

Le projet de modification porte ainsi sur :

- La modification du « règlement graphique » (pièces n° 5a, 5b, 5c et 5d) :
  - Création de la zone 1AUa (environ 8 000 m<sup>2</sup>) sur le tènement de la friche économique, actuellement classé en zone UI (zone d'activités) ;
  - Création d'un emplacement réservé au bénéfice de la commune pour l'aménagement d'une aire de stationnement ;
  - Identification des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination (et suppression de leur identification « bâti et exploitation agricole ») ;
- La modification des « orientations d'aménagement et de programmation » (pièce n° 3) : création d'orientations d'aménagement et de programmation sur cette nouvelle zone 1AUa ;
- La modification du « règlement littéral » (pièce n° 4) :
  - Création de cette nouvelle zone 1AUa ;
  - Ajout de dispositions relatives aux bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination ;
  - Intégration du nuancier ;
  - Ajouts, suppressions et adaptations de dispositions diverses, dont celles relatives aux difficultés d'application ;
- La modification de la « liste des emplacements réservés » (pièce n° 9) : création de l'emplacement réservé au bénéfice de la commune pour l'aménagement d'une aire de stationnement ;



- L'actualisation, en conséquence :
  - de la « liste des servitudes de mixité sociale » (pièce n° 10), concernant la nouvelle zone 1AUa ;
  - du « plan annexe : localisation des sièges d'exploitations agricoles » (pièce n° 11d), concernant l'identification des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination ;
- La suppression de la pièce « nuancier » (pièce n° 11a) dans les annexes.

La procédure de modification est utilisée conformément aux articles L153-36 à L153-40 du code de l'urbanisme car les changements projetés :

- ne changent pas les orientations définies par le PADD ;
- ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et ne comportent pas d'évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ne concernent pas l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser ;
- ne créent pas d'orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Cette procédure de modification relève d'une modification « de droit commun », conformément aux articles L153-41 à L153-44 du code de l'urbanisme, et non « simplifiée ». Elle est en conséquence soumise à enquête publique.

Aucune concertation préalable n'a eu lieu, celle-ci étant facultative.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

La modification du PLU permet, concernant la mutation à vocation résidentielle d'une friche économique :

- Le classement de l'emprise de cette friche, d'environ 8 000 m<sup>2</sup> (déduction faite de l'emplacement réservé visé ci-dessous), en zone 1AUa (nouveau secteur de la zone 1AU spécifique à ce site), au lieu de UI. Ceci permettra, à court terme, la production d'une quinzaine de logements (11 groupés et 4 individuels), soit une trentaine d'habitants (représentant environ 1,4 % de la population communale).
- Le rattachement d'une parcelle bâtie (habitation existante) à l'Est à la zone UA, au lieu de UI ;
- La création de l'emplacement réservé, d'environ 360 m<sup>2</sup>, au bénéfice de la commune pour une aire de stationnement.

Elle autorise également le changement de destination de plusieurs bâtiments localisés aux hameaux de la Route et de Chenavel.

**Elle n'a donc pas pour objet d'ouvrir à l'urbanisation une zone supplémentaire.**

<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Néant.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>La friche économique « Socatra » est actuellement classée en zone d'activités UI dont la densité n'est pas encadrée.</p> <p>Le classement en zone 1AUa de cette friche, pour permettre sa mutation à vocation résidentielle, s'inscrit pleinement dans les politiques nationales relatives à la requalification des friches dans l'objectif d'économiser le foncier. Elle a donc une incidence positive sur la limitation de l'étalement urbain, sur la maîtrise de l'artificialisation des sols et la consommation de nouveaux espaces. En effet, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) créées dans le cadre de la présente modification du PLU imposent une quinzaine de logements sur cette friche d'environ 8 000 m². Ceci correspond à une densité d'environ 19 logements/ha :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• supérieure à celle moyenne constatée depuis 2013 (date d'approbation du PLU), d'environ 14 logements/ha ;</li> <li>• supérieure à celle inscrite au SCOT pour les « extensions urbaines », de 17 logements/ha, même si cette friche, localisée dans l'enveloppe urbaine du bourg, n'en constitue pas une.</li> </ul> <p>Ceci s'inscrit pleinement dans la règle n°4 du SRADET « gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière ».</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Néant.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Néant.</p>

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Néant.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Néant.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Néant.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Néant.

<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
<del>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</del>
<del>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</del> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<del>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</del>

<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
<del>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</del>
<del>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</del> <input type="checkbox"/> Oui



<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

#### 4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

~~Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document~~

~~Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité~~

#### 4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

Néant.

### 5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

#### 5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p><b>La frange Ouest du territoire</b> communal est concernée par la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) FRFR8201653 : « Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône ».</p> <p>Cette délimitation se localise à plus de 2 km au Nord-Ouest de la friche économique classée en zone 1AUa et ne couvre pas les bâtiments autorisés à changer de destination.</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Jujurieux est couverte par le Plan de Prévention des Risques « inondation de l'Ain et du Veyron » (PPRi) initialement approuvé en février 2001 et révisé le 17 mars 2020.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plusieurs sites sont mentionnés à la carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) sur Jujurieux.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site patrimonial remarquable de Mérignat est positionné en limite extérieure du territoire de Jujurieux, et par conséquent n'est pas concerné par la modification.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Jujurieux possède un patrimoine historique protégé au titre des Monuments Historiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le château de la Tour des Echelles et son jardin à la française, inscrit monument historique le 28/01/1949 ;</li> <li>• Les peintures murales de la voûte du proche d'entrée et de la pièce située au deuxième étage de la tour Est, classées monument historique le 01/03/1977 ;</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les anciens établissements Bonnet (bâtiments dits tissage), inscrits en totalité monument historique le 31/01/2003 ;</li> <li>• Le pigeonnier (ancien) dit Tour de Cossieux ainsi que le pavillon d'été, inscrits monuments historiques le 30/05/1984</li> </ul> <p>Une procédure d'élaboration de deux périmètres délimités des abords (PDA) est engagée, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France, qui concernent l'ensemble de ces édifices protégés au titre des monuments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un premier périmètre, au bourg, englobant le château de la Tour des Echelles et son jardin à la française (ainsi que les peintures murales) et les anciens établissements Bonnet ;</li> <li>• Un second périmètre propre au pigeonnier et au pavillon d'été.</li> </ul>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>6 zones humides sont identifiées sur le territoire de Jujurieux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bois humide de la Mouille,</li> <li>• le ruisseau de l'Ecotay,</li> <li>• le plan d'eau artificiel des Brotteaux,</li> <li>• le ruisseau du Riez (02),</li> <li>• le bras mort Chenavel,</li> <li>• la rivière d'Ain (04).</li> </ul> <p>Les secteurs concernés par la modification se tiennent à distance de ces zones humides.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les ZNIEFF de type I mentionnées ci-après figurent en tant que réservoirs de biodiversité au SRADDET. En revanche, ce document n'identifie aucun corridor d'importance régionale sur Jujurieux. L'axe de la rivière d'Ain et les différents affluents qui drainent le territoire sont identifiés en tant qu'axes constitutifs de la trame bleue.</p>

			La modification n'occasionne aucune incidence vis-à-vis de ces thématiques.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Jujurieux est couvert par trois ZNIEFF de type I :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rivière d'Ain de Neuville à sa confluence,</li> <li>• Pelouses sèches de vieillard,</li> <li>• Falaise des gouttes,</li> </ul> <p>et par deux ZNIEFF de type II</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Basse vallée de l'Ain,</li> <li>• Massifs occidentaux du Bugey.</li> </ul> <p>Ces délimitations ne sont en rien concernées par la modification.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Jujurieux n'est pas concernée par une délimitation d'Espace Naturel Sensible (ENS) du département de l'Ain. Le plus proche, celui du « Marais en Jarine » se situe sur la commune de Aranc au Sud-Ouest de Jujurieux.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'extrémité Sud-Est du territoire communal est couverte par l'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope intitulé « Protection des Oiseaux Rupestres » - APPB FR3800192 en date du 20/07/1987 modifié le 4/12/2002.</p> <p>Les habitats naturels concernés sont constitués des falaises calcaires des contreforts du Bugey et n'interagissent nullement avec les espaces urbanisés concernés par la modification.</p>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Extrait du rapport de présentation du PLU : « A Jujurieux, des espaces boisés classés ont été repérés aussi bien en zone agricole qu'en zone naturelle. Ils concernent l'ensemble du territoire de la commune. [...] La surface d'EBC présente au sein du dossier de PLU s'élève à environ 87,4 ha ».</p> <p>Ces espaces boisés classés ne sont en rien concernées par la modification.</p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La friche économique classée en zone 1AUa et les bâtiments autorisés à changer de destination ne sont pas couverts par les zones identifiées par le PPRi approuvé en février 2001 sur la commune de Jujurieux.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La DREAL a informé que la société Socatra bénéficie actuellement d'un récépissé de déclaration au titre de la réglementation ICPE pour le stockage et la distribution d'hydrocarbures.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La friche économique classée en zone 1AUa est localisée sur un tènement mentionné à la carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) : n°RHA0101978 – SAS SOCATRA – stocke et distribution de carburants. Toutes les dispositions techniques seront prises afin de garantir la prise en compte de cette contrainte sur le site. Plus particulièrement, en cas de projet de type habitat, ce que permet la présente procédure de modification du PLU, le site sera soumis aux dispositions de l'article L.556-1 du code de l'environnement : le porteur de projet devra justifier dans son permis de construire/lotir/aménager de la compatibilité de l'état de pollution du site avec son projet.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La friche économique classée en zone 1AUa ne comporte aucun élément patrimonial, et n'entretient aucune relation visuelle avec les édifices patrimoniaux du quartier.</p> <p>Elle est couverte sur sa frange Nord-Est par le périmètre de protection du Château de la Tour des Echelles classé à l'inventaire des Monuments historiques. Toutefois, le périmètre de PDA en cours d'élaboration, au bourg, n'inclut pas cette zone 1AUa, qui n'est donc plus concernée par les périmètres de protection au titre des monuments historiques.</p> <p>Bien que la zone 1AUa ne sera plus couverte à terme par le PDA, son aménagement devra respecter les exigences d'insertion paysagères et architecturales inscrites dans le règlement écrit et les OAP.</p> <p>Le classement de cette friche économique en zone 1AUa au lieu de</p>



			<p>UI n'induit par conséquent aucune incidence sur la préservation qualitative du patrimoine communal.</p> <p>L'identification des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination permet de revaloriser et donc de pérenniser ce bâti. Plus particulièrement, les bâtiments n° 1 localisés au sein du hameau traditionnel de Chenavel présentent une valeur patrimoniale avérée.</p> <p>Cette identification a donc une incidence positive en termes de préservation et de valorisation du patrimoine.</p>
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La procédure de modification n'occasionne aucune incidence significative directe ou indirecte sur les milieux naturels et sur la biodiversité.</p> <p>Aucun point modifié n'a d'incidence notable directe ou indirecte sur les réservoirs de biodiversité et sur les fonctionnalités écologiques.</p>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme		
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

☒ Oui  
☐ Non

Si oui, précisez :

La zone 1AUa est mitoyenne de l'entreprise REYDELET DUMOULIN (groupe DM2F SAS), classée en zone UI. Cette entreprise est spécialisée dans la transformation des métaux en feuilles et rouleaux. Elle est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La DREAL a été à plusieurs reprises destinataire de plaintes de riverains pour des nuisances sonores. **Des travaux ont alors été réalisés par l'exploitant, assurant ainsi la conformité de l'exploitation avec la réglementation en vigueur.** A la demande de cet exploitant, le cabinet d'ingénieurs-Conseils GA a en effet réalisé en octobre 2020 une campagne de mesures acoustiques en période diurne, dans l'objectif de vérifier la conformité réglementaire des émergences sonores générées par l'activité de l'atelier des presses vis-à-vis des limites de propriété qui se confondent avec les zones à émergences réglementaires (ZER). Ces mesures ont été réalisées en présence d'un inspecteur de la DREAL.

Durant cette campagne de mesures, le niveau résiduel a été relevé lors d'un arrêt organisé de toutes les presses, tandis que le bruit ambiant est mesuré lorsque l'intégralité des presses pouvant fonctionner a été mise en service. Le rapport établi par le cabinet d'ingénieurs-Conseils GA daté du 5 octobre 2020 comprend un tableau récapitulatif des valeurs retenues, **montrant pour les points de mesure :**

- **Un bruit ambiant mesuré à 38,5 dB(A),**
- **Une émergence par rapport au bruit résiduel de seulement 1,5 dB(A).**

Ce rapport conclut que :

*« La campagne de mesures réalisées dans la matinée du 14 septembre 2020 montre, avec le site en fonctionnement pour la production en cours, que les niveaux sonores en limite de propriété sont inférieurs aux 70 dB(A) imposés.*

*En considérant que ces points de mesures sont également des Z.E.R, les mesures ont également permis de vérifier que les valeurs des émergences générées par le fonctionnement de l'atelier des presses sont inférieures aux 6 dB(A) maximum autorisés par rapport au bruit résiduel constaté.*

*Au sens de la réglementation, il n'a pas été relevé de son à tonalité marquée aux deux points de mesures. »*

**Bien que les bruits ambiants et les émergences ainsi mesurées sont faibles, pour tenir compte d'éventuelles nuisances complémentaires (camions de livraison, chargement/déchargement...), plusieurs dispositions de la modification du PLU visent à limiter l'exposition des futures habitations :**

- Les OAP, qui imposent des clôtures anti-bruit en limites des parties Sud-Ouest du tènement, proches de l'entreprise et donc les plus exposées ;
- Le règlement écrit, qui :
  - limite la hauteur des constructions simple rez-de-chaussée sur ces parties, et à R+1 sur le reste du tènement ;
  - autorise, pour les clôtures anti-bruit identifiées dans les orientations d'aménagement et de programmation, un dépassement de la hauteur maximale des clôtures fixée à 1,80 mètre.

<b>6. Auto-évaluation</b>
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>
<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Avril 2023.
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
Néant.
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Elaboration des deux périmètres délimités des abords (PDA) et actualisation du zonage d'assainissement des eaux pluviales.
- autre, préciser les modalités
Néant.

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	Jujurieux	le,	22/02/2023
Nom	BOLLACHE	Prénom	Anne
Qualité	Maire de Jujurieux		
Signature			
A. BOLLACHE			
